

PROGRAMME

Mémoires des migrations

patrimonialisation et citoyenneté

Colloque international 28-29-30 juin 2011

Université François Rabelais
TOURS

Restitution de l'étude régionale :
*Mémoires des migrations en Région Centre
Reconnaitances et patrimonialisations
émergentes*

Expositions photos
Péristyle, Hôtel de Ville
28 juin-11 juillet 2011
*Laos, retour au pays des ancêtres
Mémoires de nos aînés*

Lieux :

28-29 juin : Mairie de Tours (Salle Anatole France)

30 juin : Université, Site des Tanneurs (Amphi 1, Extension)

Sommaire

Présentation de l'UMR CITERES	1
Présentation du colloque.....	2
Programme horaire du colloque	3
Contacts, Comité scientifique et Comité d'organisation.....	6
Présentations des expositions photographiques.....	7
Présentation de la pièce de théâtre "Sans nom"	8
Résumés des communications	9
Plan du centre de ville de Tours.....	16



Présentation de l'UMR *Cités, TERritoires Environnement Sociétés* UMR 6173 CITERES

L'UMR CITERES a été créée en janvier 2004 par le CNRS et l'Université de Tours. Cette création visait à maintenir et renforcer un potentiel de recherche qui était jusqu'alors constitué de plusieurs équipes distinctes mais inscrites dans la thématique fédérative "Villes et territoires" porté par la Maison des Sciences de l'Homme. Aujourd'hui l'objectif scientifique de l'UMR est d'analyser et de rendre intelligible les processus de spatialisation et de territorialisation, c'est-à-dire les relations entre les sociétés et leur espace. L'unité mène ses travaux dans différentes aires chrono-culturelles avec un même souci de l'échange et de l'interdisciplinarité.

Quatre équipes de recherche composent l'UMR CITERES : le Laboratoire Archéologie et Territoires (LAT), l'équipe Ingénierie du Projet d'Aménagement - Paysage et Environnement (IPA-PE), et les deux équipes associées à la préparation du colloque international de Meknès : les équipes EMAM et COST. Au total, l'UMR CITERES est composée de 59 enseignants-chercheurs, 5 chercheurs du CNRS, 24 chercheurs extérieurs rattachés au LAT, et 7 personnels administratifs et techniques.

L'équipe COST

L'équipe Construction politique et sociale des territoires (COST) regroupe des anthropologues, sociologues, géographes, démographes et chercheurs en aménagement. Ses travaux interrogent l'apparent paradoxe entre les tendances à la " déterritorialisation " et l'importance renouvelée du territoire dans les pratiques sociales et dans l'action publique. Sur ce deuxième aspect, les recherches associent une approche "top-down" souvent privilégiée dans l'analyse des politiques publiques et une approche "bottom-up" qui s'appuie sur une sociologie et une géographie de l'action organisée, collective et publique.

Au sein de cette équipe, l'**axe de recherche Communalisation-Globalisation** a pour ambition d'éclairer la tension entre globalisation et ancrage, entre individualisation et reconstruction du lien communautaire, et d'interroger ces concepts à partir de recherches menées dans différents pays du monde. C'est pour appréhender ces phénomènes que nous souhaitons proposer un programme de recherche, intitulé "communalisation et globalisation".

Devant la menace, réelle ou supposée, d'une homogénéisation des modes de production, de diffusion, de pensée et de vie, émergent des propositions qui semblent être, pour la plupart d'entre elles, des réponses à dimension communautaire. Appadurai, à la suite de Lévi-Strauss, souligne que toute tendance à l'uniformisation appelle une réaction inverse visant à rétablir la diversité ou l'identité.

La recherche est orientée par deux hypothèses qui permettent d'éclairer ce qui semble être une relation de concomitance entre la globalisation et la recherche de liens communautaires :

- 1 - Les processus d'individualisation et de construction communautaire
- 2 - Les espaces de voisinage, d'agrégation et de secession



Mémoires des migrations Patrimonialisation et citoyenneté

Colloque régional et international
28-29-30 juin 2011

Organisé par le laboratoire CITERES (CNRS –UMR 6173)
et l'Université François Rabelais de Tours

Ce colloque vise à rassembler des chercheurs en sciences humaines et sociales et des acteurs institutionnels (de la culture, de l'urbain et du social) pour réfléchir ensemble à la place des mémoires des migrations dans les villes et à la nature des liens qui articulent mémoires, patrimoine et citoyenneté.

L'entrée dans cette problématique est une étude régionale qui se termine actuellement. Tout en permettant une restitution détaillée de ces travaux en Région Centre, le colloque permettra d'interroger cette problématique dans plusieurs autres contextes régionaux, mais aussi de découvrir comment elle est pensée dans des contextes nationaux comme le Royaume Uni ou le Canada. Cette manifestation a donc une dimension régionale, avec toutefois l'ambition de poser l'objet dans sa dimension nationale (indispensable avec un tel sujet) mais aussi, par le biais d'exemples et d'approches britanniques et canadiennes, dans une perspective internationale.

Ce colloque permettra de croiser et mettre en débat des thématiques rarement explorées ensemble : l'immigration, la ville, les mémoires urbaines, le patrimoine immatériel et la citoyenneté. Un de nos objectifs est finalement « d'explorer la ville comme horizon démocratique » avec la conviction forte que dans l'histoire de nos villes, urbanisation et migrations ont été étroitement mêlées, même si cette dimension est restée longtemps invisible.

Aujourd'hui, l'approche sociologique de ces questions permet de poser diverses questions importantes pour notre région, questions auxquelles le colloque tentera de répondre :

- Comment les mémoires des migrations viennent aujourd'hui s'inscrire dans différents territoires ?
- Qui devient un « entrepreneur de mémoire » et quelle réception sociale des actions engagées observe-t-on à Tours, à Orléans, à Joué-lès-Tours, à Bourges, à Vierzon, à Chartres, à Montargis, à Chalette-sur-Loing, etc. ? mais aussi dans d'autres régions et à l'étranger ?
- Quels sont les réseaux d'acteurs qui s'engagent dans la co-production des mémoires des migrations ?
- Les politiques publiques (sociales, urbaines et culturelles) participent activement à ces processus de reconnaissance et d'inclusion citoyenne : comment ?
- Quels liens observe-t-on entre les processus privés et familiaux de transmission (souvenirs) et les processus publics de reconnaissance de l'histoire et des cultures des migrants ?
- Comment les institutions patrimoniales (musées, bibliothèques, archives) de la Région Centre prennent acte de l'histoire des migrations et des « interculturalités » qui aujourd'hui traversent les relations et les rapports sociaux dans la ville ?

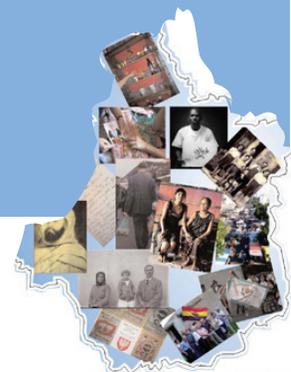
Une manifestation culturelle accompagnera le colloque : elle comprendra notamment des expositions de photographies à la Mairie de Tours, une pièce de théâtre dans la salle Thélème (Tours), une prestation musicale.

Conférences et débats seront enregistrés en vue de la publication des actes du colloque.



Mémoires des migrations Patrimonialisation et citoyenneté

Programme horaire du colloque



MARDI 28 JUIN 2011

Mairie de Tours (Salle Anatole France)

14 h 00 : Présentation des résultats de la recherche menée en Région Centre

Restitution collective par l'équipe de chercheurs impliqués : *Mobilisations « au nom de la mémoire » et formes de patrimonialisation émergentes*

En présence de Patrick RIEHL, vice-président de la Région chargé de la recherche (en charge des universités, enseignement supérieur, recherche, innovation et transfert de technologie) et de Michel TALBOT, Service de l'action territoriale et interministérielle, DRAC Centre.

15h15 *Pause*

15h30 Questions et débat avec la salle

16h00 - 18h00 **Table ronde : Histoire et mémoires des migrations dans les institutions patrimoniales**
Présidée par Christian HOTTIN, Pilotage de la Recherche, Ministère de la culture et de la communication et de Carole CANETTE, Conseillère Régionale, Déléguée à la Culture et patrimoine en Région Centre.

Xavier DE LA SELLE, Centre Mémoires et Société, Villeurbanne : *La mémoire des migrations à Villeurbanne : l'exemple du Rize*

Claire CALOGIROU, IDEMEC, CNRS, Musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée : *Le musée et les mémoires enfouies de ses publics*

Silvia BERNARDI, Musée Paolo Cresci de Lucca (Italie) : *Le Musée Paolo Cresci de Lucca : une mémoire nationale dans un petit musée local*

Julie GARNIER, MIGRINTER, Université Poitiers : *Patrimonialisation de l'immigration, la construction d'un « grand récit » intégrateur de la ville. L'exemple de l'exposition « Nantais venus d'ailleurs ».*



MERCREDI 29 JUIN 2011

Mairie de Tours (Salle Anatole France)

8 h 30 : Ouverture officielle du colloque

- 8h30** **Accueil des participants : Mairie de Tours, Salle Anatole France**
- 9h00 - 9h30** Allocutions d'ouverture
 Michel CAMUX, Préfet de la région Centre (ou son représentant)
 Mr BONNEAU, Président du Conseil Régional (à confirmer)
 Mme LARRUE, UMR CITERES, CNRS-Université François Rabelais de Tours
- 9h30-9h45** **Introduction : *Mémoires en migration : un débat transversal***
 Hélène BERTHELEU, UMR CITERES, Université de Tours
- 9h45-13h00** **Conférences introductives :**
Laure TEULIÈRES, FRAMESPA, Université de Toulouse - Le Mirail : *Les conditions d'émergence des mémoires des migrations au prisme d'enjeux mémoriels contemporains*
Catherine NEVEU, LAIOS, EHESS : *Engagements, mémoires et citoyennetés*
- Pause Café*
- Michel RAUTENBERG**, Centre Max Weber, Université de Saint Etienne : *Des mémoires qui résistent à la patrimonialisation ?*
Alain BATTEGAY, CNRS, LAMES-Aix en Provence/Centre Max Weber, Lyon-Saint-Etienne : *Les mémoires de l'immigration dans les redéploiements mémoriels en France. Ce que le public fait à la mémoire.*

Pause repas : servi sur place

13h00

VISITE DES EXPOSITIONS PHOTOS DANS LE PÉRISTYLE DE LA MAIRIE

(Descriptifs des expositions p. 5 du présent document)

Présentation du site www.memoiresplurielles.fr

- 14h30-16h00** ***Mémoires des migrations : représentations et citoyenneté***
TABLE RONDE N°1 : animée par Hélène HATZFELD, chargée de mission, Ministère de la culture et de la communication
- Georgie WEMYSS**, Goldsmiths, University of London (traduction assurée par Catherine Neveu) : *White Discourse, Memory and Hierarchies of Belonging*
Jim HOUSE, Centre for French and Francophone Cultural Studies, University of Leeds : *Mémoires, silence et engagement : le cas d'octobre 1961*
Yvan GASTAUT, URMIS, Université de Nice : *Les enjeux des mémoires des migrations en région PACA*
- 16h00-16h30** **Débat avec la salle**



16h30-18h00 **Mémoires des migrations, transmission et territoires**

TABLE RONDE N°2 : animée par Patrice MELÉ, UMR CITERES, Université de Tours

Ahmed BOUBEKER, Piero GALLORO, Laboratoire Lorrain de Sciences sociales, Université de Metz : *Les non-lieux de l'immigration postcoloniale en Lorraine ?*

Julie GARNIER, MIGRINTER, Université de Poitiers : « *Faire parler les murs* », *l'avènement de la mémoire des lieux ou les effets de l'injonction mémorielle en contexte de rénovation urbaine. L'exemple de l'agglomération orléanaise.*

Scott G. Soo, French Studies, School of Humanities, University of Southampton : *Don Quijote, la télévision et le jardin : récits de vie et milieux de mémoire des Républicains espagnols*

18h00-18h30 Débat avec la salle

19h00

RÉCEPTION-COCKTAIL À LA MAIRIE DE TOURS

Accueil par Jean Germain, Maire de Tours

21h00

SOIRÉE THÉÂTRE : ENTRE MÉMOIRE, ÉMOTION ET RÉCIT DE SOI

Présentée par Hélène BERTHELEU, CITERES, Université de Tours

Présentation de la pièce de théâtre p. 6 du présent document)

Salle Thélème, Université de Tours

JEUDI 30 JUIN 2011

Université de Tours, site des tanneurs (Extension, amphi 1)

9h00-10h30 **Mémoires des migrations : effets de contextes, engagements institutionnels ?**

TABLE RONDE N°3 : animée par Michel RAUTENBERG, Centre Max Weber, Univ.de Saint Etienne

Marianne AMAR, CNHI, Paris : *Généalogie politique d'un projet culturel : la naissance d'un musée de l'immigration à Paris (1989-2007)*

Hélène HATZFELD, Ministère de la culture et de la communication : *Mémoires, institutions patrimoniales et contextes locaux*

Jean-Barthelemy DEBOST, Service du patrimoine culturel, Conseil général de la Seine-Saint-Denis : *Le rôle des collectivités locales : l'expérience d'un département engagé*

Evelyne RIBERT, IIAC/CEM, CNRS : *Des actions mémorielles à la croisée des contextes local, national et du pays d'origine : le cas d'une fédération d'associations espagnoles en Seine Saint-Denis*

10h30-11h00 Débat avec la salle

11h00-13h00 **Co-produire la mémoire : quels réseaux d'acteurs ?**

TABLE RONDE N°4 : animée par Julie Garnier, MIGRINTER, Université de Poitiers

Naïma YAHY, Association Génériques : *Vingt ans d'expérience et de recul d'un acteur « historique »*

Xavier DE LA SELLE, Le Rize, Centre Mémoires et Société : *L'expérience du Centre Mémoires et Société de Villeurbanne*

Joëlle RICHARD et Gayé PETEK, anciennes responsables d'associations d'accompagnement des migrants : *Des acteurs en péril et une mémoire étouffée*

13h00 **Pause repas : servi sur place**



14h30-16h30 De la mémoire à la patrimonialisation des migrations

TABLE RONDE N°5 : animée par Alain BATTEGAY, LAMES-Aix en Provence/Centre Max Weber-Lyon-Saint-Etienne

Véronique DASSIÉ, LAHIC, Paris et Marie-Blanche FOURCADE, UQAM : *Mémoires et patrimoines de l'intime en diaspora*

Guillaume ETIENNE, CITERES, Université de Tours et **Pôleth WADBLED**, ODRIS : *La religion : un vecteur de patrimonialisation des migrations ou de reconnaissance du patrimoine des migrants ?*

16h30-17h00 Conclusions et perspectives

Contacts, Comité scientifique et Comité d'organisation

Contact

Hélène BERTHELEU, Maître de Conférences en sociologie
Université de Tours, Laboratoire CITERES UMR 6173 CNRS
Tél : 06 32 75 93 51
Email : bertheleu@univ-tours.fr

Inscription au colloque

Lydia SEABRA
UMR CITERES, Equipe Cost
MSH, 33 Allée Ferdinand de Lesseps
Tél : 02 47 36 15 31
Email : lydia.seabra@univ-tours.fr

Comité scientifique

Marianne AMAR, Historienne, Service Recherche de la Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration
Alain BATTEGAY, Sociologue, Laboratoire UMR CNRS LAMES, Université d'Aix en Provence
Françoise CLAVAIROLLE, Anthropologue, Université de Tours, UMR 6173 CITERES
Marie-Blanche FOURCADE, UQAM Département d'histoire de l'Art, Canada
Hélène HATZFELD, Politiste, DREST, Ministère de la Culture
Catherine NEVEU, Anthropologue, UMR CNRS LAIOS, école des Hautes études en Sciences Sociales
Michel RAUTENBERG, Ethnologue, Centre Max Weber, Université de Saint Etienne,
Laure TEULIÈRES, Historienne, Université de Toulouse le Mirail, FRAMESPA

Comité d'organisation

Hélène BERTHELEU, Sociologue, Université de Tours, UMR 6173 CITERES
Véronique DASSIÉ, Anthropologue, Laboratoire LAHIC/Ministère de la culture, associée UMR 6173 CITERES
Guillaume ETIENNE, Doctorant en anthropologie, Université de Tours, UMR 6173 CITERES
Julie GARNIER, Sociologue, Université de Poitiers, UMR 6173 CITERES, MIGRINTER
Muriel HOURLIER, Chargée de communication, UMR 6173 CITERES
Lydia SEABRA, organisation administrative et financière, UMR 6173 CITERES



Présentations des expositions photographiques

Expositions à voir durant la durée du colloque
Péristyle de la Mairie de Tours

Retour au Laos par Malik NEJMI

A la demande de la communauté laotienne qui souhaitait documenter ce voyage et en partenariat avec le Secours Populaire, j'ai suivi l'évolution de ces vingt adolescents dans leur projet de retour au Laos. Sensible aux questions de transmission des cultures parentales, j'ai essayé de dresser ici le portrait de la jeune génération laotienne née en France, à travers un voyage unique et sensible, conditionné par l'espoir d'un retour aux sources... Comment photographier et retranscrire cet espoir de voir se reconstituer des liens avec un pays que les parents ont quitté, il y a trente ans ? La force de ce projet est à l'image de ce que les jeunes ont mis en œuvre pour le réaliser

Mémoires de nos aînés par Kader HAMOU et Malik NEJMI

Fin 2007, Kader Hamou, médiateur culturel, contacte le photographe Malik Nejmi pour un « petit projet », un simple recueil de mémoires d'immigrés. Quelques récits de vie plus tard, les visages ont surgi avec leurs rides creusées et leurs regards brillants. Ils ne sont pas seuls ces aîné(e)s : le « petit projet » s'est étendu au quartier de la Rabière avec ses hommes et ses femmes pris sur le vif. Mémoire de nos aîné(e)s réunit un texte saisissant et des visages magnifiques, portés par un passeur de mots et un photographe écrivain. Un tout petit projet pour un flot d'humanité.



Présentation de la pièce de Théâtre "Sans nom"

Compagnie Gavroche Théâtre
de et avec Mohamed BELLAHCENE
Eclairage : Jean-Raphael SMITH

Mercredi 29 juin, 21h00
Université de Tours , Salle Thélème
3 rue des Tanneurs

Un homme dénommé Mohamed interné à l'hôpital psychiatrique délire. De ces délires, des textes d'Arthur Rimbaud, de Maupassant jaillissent comme des torrents de mots. Mohamed se dédouble soudainement pour devenir des personnages tels qu'un metteur en scène, un animateur socioculturel, un vieillard ou encore un rebelle qui lui expriment tous comment faire et que faire comme métier. Mohamed n'existe pas à leurs yeux, quant à lui il n'existe qu'à travers les textes lumineux profonds et inaccessibles. Chaque personnage ou chaque double voulant être Mohamed, s'ensuit une course poursuite pour le vampiriser. Qui est Mohamed ? Rêve ou cauchemar ? La recherche d'une identité, le déracinement sont au centre de cette quête. Un seul comédien pour cinq personnages dans un spectacle fantastique avec un décor de jeux d'ombres, de sons, d'ambiances qui vous emmène loin des portes de la conscience. Qui est-il ? Qui sommes-nous ?



Résumés des communications

Restitution de la Recherche menée en Région Centre

Mobilisations « au nom de la mémoire » et formes de patrimonialisation émergentes

Hélène BERTHELEU, MCF sociologie ; Julie GARNIER, sociologue, MIGRINTER ; Véronique DASSIÉ, anthropologue, LAHIC ; Guillaume ETIENNE, doctorant, Anthropologie, UMR CITERES.

A partir de la recherche régionale menée collectivement, l'approche sociologique et anthropologique des mémoires des migrations suppose de s'interroger sur les territoires qui en sont le terreau, au sein desquels les différents acteurs s'inscrivent. Nous explorerons le profil de ces « entrepreneurs de mémoire » et le sens des actions engagées dans différentes villes comme à Tours, à Orléans, à Joué-lès-Tours, à Bourges, à Vierzon, à Chartres, à Montargis, à Chalette-sur-Loing...

Nous insisterons sur les réseaux d'acteurs qui s'engagent dans la co-production des mémoires des migrations et sur l'impact des politiques publiques (sociales, urbaines, éducatives et culturelles) qui participent activement aux processus de reconnaissance et d'inclusion citoyenne, mais peuvent aussi contribuer à produire de l'invisibilité et de l'oubli. Enfin, de façon fine, nous explorerons les liens entre les processus privés et familiaux de transmission (souvenirs) et les processus publics de reconnaissance de l'histoire et des cultures des migrants.

Table ronde : Histoire et mémoire des migrations dans les institutions patrimoniales

La mémoire des migrations à Villeurbanne : l'exemple du Rize

Xavier DE LA SELLE, Centre Mémoires et Société, Villeurbanne

Ouvert au public en 2008, le Rize, Centre Mémoires et Société, est un lieu culturel original, fondé sur un projet voulu par la municipalité de Villeurbanne. En travaillant à faire connaître et reconnaître les cultures des Villeurbannais, le Rize entend contribuer à la cohésion sociale : « faire société » à partir du partage des mémoires. L'expérience migratoire qui caractérise l'histoire du peuplement de Villeurbanne fonde l'une des thématiques principales traitées par le Rize, dont la vocation est de construire et de transmettre un récit urbain collectif.

Le musée et les mémoires enfouies de ses publics

Claire CALOIROU, IDEMEC, CNRS/Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée

Le MuCEM dans ses fonctions de patrimonialisation s'est donnée comme missions, outre celles d'être un lieu pour tous les publics et de s'inscrire dans son environnement urbain, d'accueillir et de considérer/mettre en évidence les origines culturelles de populations liées à ses programmes. Ainsi les recherches et les collectes liées aux musiques et aux danses dans les contextes urbains ont permis d'établir un lien entre les travaux et les œuvres des artistes issus de l'immigration et les racines profondes de leurs origines qui ont contribué à leur construction. Ainsi le musée devient le lieu de patrimonialisation de ces mémoires mais aussi celui d'échanges avec les populations concernées. A travers les expériences des recherches, collectes et expositions sur les cultures urbaines sera présenté le rôle que peut jouer concrètement le musée.

Le Musée Paolo Cresci de Lucca : une mémoire nationale dans un petit musée local

Silvia BERNARDI, Musée Paolo

Dans l'Italie des années soixante-dix, la perception de l'épuisement définitif du phénomène migratoire se manifeste à travers le début d'un jeu de commémorations locales qui marquent la nécessité d'un recouvrement de la mémoire des émigrés Italiens. Le désir de représentation de ce chapitre de l'histoire nationale transforme ces initiatives, entre la fin des années 90 et le début du XXI siècle, en musées ou sections de musées dédiées à l'émigration. La constitution de ces centres documentaires et d'exposition se caractérise par une dimension principalement locale, basée sur les villes ou, au maximum, sur les régions.

La présente intervention vise à décrire ces aspects à travers le cas de la naissance du Musée Paolo Cresci de Lucca, doté de la plus grande archive Italienne sur le thème. Plus en détail, je prendrai en considération les perspectives



culturelles et les registres affectifs à l'œuvre à travers deux expositions du musée, l'une permanente et l'autre temporaire, actuellement en cours. Elles offrent un espace pour une réflexion sur l'immigration contemporaine. Le cas des expositions est un exemple significatif pour saisir le registre sémantique, généralement univoque, utilisé pour rendre compte du phénomène migratoire italien : en puisant leurs matériaux dans la presse raciste de la fin du XIXe et du début du XXe siècles, ces expositions font des émigrés italiens des victimes. Le cas des nourrices italiennes en France contribue également à présenter une image positive et dépourvue de taches du migrant, déficitaire de la vision critique nécessaire à décrire la complexité des expériences qui accompagnent habituellement les acteurs des mobilités internationales.

Patrimonialisation de l'immigration, la construction d'un « grand récit » intégrateur de la ville. L'exemple de l'exposition « Nantais venus d'ailleurs »

Julie GARNIER, chercheuse postdoctorale rattachée au laboratoire MIGRINTER, Université de Poitiers (UMR CNRS), associée à l'UMR CITERES

Cette communication prend appui sur une enquête de terrain en cours, conduite autour d'un projet d'exposition temporaire « Nantais venus d'ailleurs », consacré à l'histoire locale de l'immigration et présenté actuellement par le Musée d'histoire de Nantes. La démarche a consisté à comprendre le sens que les acteurs donnent à ce projet et les enjeux qu'ils recouvrent. Il s'agira plus particulièrement ici de rendre compte des raisons d'être de ce projet, des engagements qui le nourrissent et des moyens d'action qui le supportent avec pour questions centrales : Qui sont les initiateurs de la patrimonialisation et quelle place est donnée aux voix minoritaires ? Comment l'immigration est-elle représentée dans le discours muséal ? Comment les « concernés » réagissent face aux catégories identitaires mobilisées par l'institution ?

Conférences introductives

Les conditions d'émergence des mémoires des migrations au prisme d'enjeux mémoriels contemporains

Laure TEULIÈRES, FRAMESPA, Université de Toulouse le Mirail

Dans cette communication, Laure Teulières reviendra sur les passages/transferts entre mobilisations/émergence de mémoires de l'immigration et quelques constructions mémorielles qui ont marqué la sphère publique ces dernières décennies, notamment celles relatives à la seconde guerre mondiale et à la Shoah, à la colonisation et à l'esclavage.

Engagements, mémoires et citoyennetés

Catherine NEVEU, IIAC-LAIOS (CNRS-EHESS)

De manière surprenante, les enjeux de mémoire sont relativement peu présents de manière explicite dans les analyses des processus de citoyenneté. Si des célébrations officielles et certaines théories rappellent à l'envie des « moments fondateurs », dans des lectures souvent simplifiées, et qui n'ont majoritairement une fonction de « mise aux normes », qu'en est-il de la mémoire des engagements dans les reconfigurations pratiques de la citoyenneté ?

Il s'agira dans cette communication de proposer un certain nombre d'éléments de réflexion quant aux relations entre engagements, appartenances et citoyenneté, d'une part en modifiant le regard porté sur les liens entre « citoyennetés » et « identités », et d'autre part en analysant, à la lumière de la Marche de 83 pour l'égalité et contre le racisme, certains des enjeux politiques contemporains d'une mémoire des engagements publics.

Des mémoires qui résistent à la patrimonialisation ?

Michel RAUTENBERG, Centre Max Weber, Université de Saint-Etienne

Cette intervention entend confronter deux notions, celles de patrimoine et de mémoire collective, à partir de la question migratoire et de l'immigration.

La patrimonialisation est un phénomène lié à la modernité, étroitement associé au moment de son origine à la constitution des états nations et aux bouleversements culturels et sociaux de la révolution industrielle ; depuis une trentaine d'années elle accompagne les transformations du capitalisme keynésien via les procédures de requalification urbaine et de gentrification des centres urbains, le tourisme de masse et marketing qui valorisent les produits de terroirs et la durabilité. On peut s'interroger sur ses liens avec les phénomènes migratoires et



les mobilités transnationales qui sont une autre caractéristique du capitalisme post keynésien : alors que la patrimonialisation a historiquement très peu concerné l'histoire des communautés étrangères sur le territoire français, on pourrait légitimement s'interroger sur la place qu'elle pourrait leur donner aujourd'hui dans les cadres nouveaux de l'action publique du développement urbain et culturel.

La mémoire collective est constitutive des affiliations culturelles et sociales, elle est étroitement liée à l'imaginaire social et communautaire, qu'il soit national ou minoritaire. Elle contribue à réduire l'anomie qui guette le groupe migrant, elle favorise la prise de conscience par le groupe de son histoire migratoire et fait lien dans les récits entre les territoires de départ et d'arrivée. A l'inverse d'autres régions du monde, cette mémoire migratoire a été longtemps minorée par les institutions culturelles françaises et est encore souvent rejetée par les politiques publiques. Elle reste souvent recluse dans le cadre du groupe migrant, étant parfois – différemment selon les communautés- difficilement partagée entre les générations.

En nous appuyant sur divers exemples dans les agglomérations lyonnaises et stéphanoises, nous tenterons d'exposer quelques unes de ces difficultés de la patrimonialisation des mémoires migratoires. Ces difficultés relèvent certes d'un difficile ajustement de l'action publique. Mais nous verrons qu'elles sont aussi à mettre en parallèle avec les mêmes difficultés à reconnaître la mémoire ouvrière. Nous proposerons pour conclure l'hypothèse que mémoire ouvrière et mémoire migratoire peuvent trouver quelque intérêt à être cachées derrière des formes institutionnelles de patrimonialisation pour ne pas être exposées.

Les mémoires de l'immigration dans les redéploiements mémoriels en France. Ce que le public fait à la mémoire.

Alain BATTEGAY, LAMES, Université d'Aix en Provence / Centre Max Weber Lyon-Saint-Etienne.

Après l'installation de la Cité nationale d'Histoire de l'immigration et au moment où une part de l'action culturelle fait des mémoires de l'immigration un de ses thèmes de prédilection, cette communication visera à préciser jusqu'à quel point on peut faire crédit à l'idée que ces scènes mémorielles vaudraient comme des scènes de reconnaissance de l'immigration en France.

À partir d'un premier repérage des scènes sur lesquelles des mémoires de migrations accèdent à la visibilité publique (pratiques urbaines ordinaires, récits médiatiques et discours publics, scènes muséales, pratiques commémoratives, cimetières), on se demandera comment rendre compte des décalages entre propositions patrimoniales et institutionnelles, actions culturelles et mémoires à l'œuvre.

On proposera alors des éléments de réflexion sur la manière dont l'histoire et les mémoires des migrations prennent place dans un paysage mémoriel et dans des propositions muséales, qui, en France, sont eux-mêmes en mouvement, selon d'autres enjeux que ceux de la place de l'immigration en leur sein.

On tentera, au-delà de la distinction et de la coupure entre mémoire sociale et mémoire institutionnelle, de poser quelques éléments pour penser ce que le public (et en particulier le public urbain) fait à la mémoire, aux mémoires des uns et des autres qui se rencontrent, s'ignorent et se croisent dans un rapport de visibilité mutuelle. On soulignera alors les limites des références à une sociologie de la mémoire qui se réfère à la conception selon laquelle « le lieu a reçu l'empreinte du groupe et réciproquement », et avec une topographie de la mémoire qui met en vis-à-vis des groupes constitués avec les traces matérielles de leurs mémoires, en insistant sur la figure du « témoin de la mémoire des autres ».

Table ronde n°1 : Mémoires des migrations : représentations et citoyenneté

Animée par Hélène HATZFELD, Chargée de mission, Ministère de la culture et de la Communication

White Discourse, Memory and Hierarchies of Belonging.(traduction assurée par Catherine Neveu)

Georgie WEMYSS, Goldmiths, University of London, g.wemyss@gold.ac.uk, wemyssalam@aol.com,

Cet article explore la façon dont le discours dominant sur l'identité britannique, et son élément pivot, l'« Empire invisible », parviennent à exclure les populations locales d'origine bengalaise de la pleine « appartenance » nationale mais aussi locale, à l'Est de Londres. L'« Empire invisible » s'appuie sur diverses omissions discursives quant à la violence et à l'oppression de l'Empire britannique par le passé. J'utiliserai la notion de Trouillot de récit historique, notamment dans le sens de « faisceau de silences » pour explorer comment les silences sur le passé des Bengalis en Grande-Bretagne et au Bengale, sous-tendent non seulement le processus d'ethnisation de la catégorie « classe ouvrière blanche » mais aussi la construction d'une « hiérarchie des appartenances » racialisée. Je montrerai comment la catégorisation coloniale du 19ème siècle, dans la législation de la marine marchande



britannique, des marins du sous-continent indien comme « lascars » leur refusait à la fois les mêmes droits qu'aux marins blancs à bord des navires, et le droit de s'établir en Grande-Bretagne. J'explorerai la signification de ces passés et de leur mise sous silence sur les notions d'appartenances dans le présent.

This paper explores how the dominant discourse about Britishness, and its pivotal element, the 'Invisible Empire' works to exclude local Bengalis from fully 'belonging' to east London and national collectivities. The 'Invisible Empire' refers to the various discursive omissions of the violence and oppression of the British Empire. I use Trouillot's notion of historical narrative as a particular 'bundle of silences' to explore how silences about histories of Bengali people in Britain and Bengal support both the ethnicization of the category 'white working class' and construct a racialized 'hierarchy of belonging'. I demonstrate how the nineteenth century colonial categorization of Asian seafarers as 'lascars' in British merchant shipping legislation denied south Asian men the same rights as white men on board ship and the right to settle in Britain. I consider the significance of these histories and of their silencing for notions of belonging in the present.

Mémoires, silences et engagements : le cas d'octobre 1961

Jim HOUSE, French Studies, Université de Leeds

Depuis une quinzaine d'années, la répression sanglante de la manifestation des Algériens à Paris le 17 octobre 1961 est devenue un événement très visible dans l'espace public français. Or, force est de constater qu'il n'en fut pas toujours ainsi. En effet, jusqu'aux années 1980, voire 1990, nous avions autant affaire à l'histoire du silence qu'à l'histoire de l'expression publique de ce passé, alors qu'en Algérie l'événement pouvait « faire problème » mais pour de toutes autres raisons. À travers une étude de cas des représentations d'un événement précis sur une cinquantaine d'années, cette communication examine la longue sortie du silence public en France autour d'octobre 1961 et la manière dont différents acteurs et actrices directement ou indirectement impliqués dans cette histoire ont dû se situer par rapport à cette évolution qui aura finalement créé un contexte social et politique plus propice à l'expression publique de leurs souvenirs. Une attention particulière s'attachera à analyser les multiples niveaux et espaces au sein desquels ces souvenirs circulent, et les aspects intergénérationnels de ceux-ci : en effet, il existe désormais différentes générations porteuses de ce passé qui lui assignent diverses significations politiques et sociales visant parfois simultanément les deux états, algérien et français. Depuis 2001, on constate la prise en charge de cette mémoire par certaines municipalités à défaut de politique nationale (française). Octobre 1961 représente donc un événement bien localisé dans le temps et dans l'espace mais dont la signification et les enjeux dépassent de loin la seule région parisienne, car l'événement se situe au carrefour des mémoires des migrations, des mémoires de guerre et des mémoires militantes qui vont du local au transnational.

Les enjeux des mémoires des migrations en région PACA

Yvan GASTAUT, URMIS, Université de Nice

Cette communication évoquera l'évolution de la manière dont la question des migrations et des relations interculturelles est progressivement apparue ces dernières années en région PACA, autour de la notion de patrimoine. J'évoquerai les enjeux politiques liés à cette attention dans une région traditionnellement labellisée comme « à forte immigration ». J'alimenterai la réflexion autour de la place du chercheur dans ces dispositifs nouveaux qui mêlent de multiples partenaires autour de la valorisation de tel ou tel lieu à l'aune de son passé considéré à tort ou à raison comme « interculturel ».

Table ronde n°2 : Mémoires des migrations, transmission et territoires

Animée par Patrice Melé, UMR CITERES, Université de Tours

Les non-lieux de l'immigration postcoloniale en Lorraine

Ahmed BOUBEKER, Professeur Sociologie Université de Metz (2L2S)

Piero GALLORO, MCF Sociologie Université de Metz (2L2S)

Si les lieux de la mémoire ouvrière en Lorraine s'inscrivent dans un processus de patrimonialisation, on ne peut que constater l'absence de lieux officiels pour les immigrés des anciennes colonies. C'est ainsi un enjeu essentiel que de comprendre comment ces oubliés de l'histoire sont parvenus à sauvegarder des héritages et



des solidarités, comment leur existence individuelle et collective s'est construite à travers des rencontres, des alliances, des conflits, à travers des relations de mémoire et d'oubli, des choix individuels, des mouvements, ou des compromis. L'hypothèse heuristique des non-lieux de mémoire permet de comprendre ces points de cristallisation des héritages de l'immigration dans une tension avec les formes officielles de patrimonialisation, mais aussi les silences, occultations, volontés d'oubli ou retranchements de la mémoire permettant de s'interroger sur les usages politiques du passé ainsi que sur les limites de la volonté d'oubli.

« Faire parler les murs », l'avènement de la mémoire des lieux ou les effets de l'injonction mémorielle en contexte de rénovation urbaine. L'exemple de l'agglomération orléanaise

Julie GARNIER, chercheure postdoctorale rattachée au laboratoire Migrinter, Université de Poitiers (UMR CNRS), membre du laboratoire CITERES, Université de Tours (UMR CNRS), julie.garnier165@orange.fr

Depuis une vingtaine d'années, les actions sociales, artistiques et patrimoniales liées au thème de la mémoire ne cessent de se multiplier dans les quartiers d'habitat social et populaires. Bénéficiant du soutien des politiques publiques et de l'intérêt que portent les villes envers leur passé, elles donnent lieu à des productions mémorielles diverses (ouvrages, expositions, ateliers, films) sans que l'on sache toujours très bien quels en sont les enjeux et les effets. L'essor de ces actions offre, à notre sens, un terrain privilégié pour réfléchir sur les processus d'effacement des mémoires minoritaires à l'œuvre dans la ville. Pour comprendre ces processus, nous avons identifié plusieurs questions : Le cadre politique de ces opérations est-il à l'origine de l'évitement de certains thèmes conflictuels ? Quelles postures adoptent les acteurs impliqués dans ces projets et jusqu'à quel point sont-ils prêts à écouter la voix des « acteurs faibles » (Payet et Laforgue, 2008) ? Comment réagissent ceux qui ne se reconnaissent pas dans ces « mémoires instituées » ? Pour y répondre, nous prendrons appui sur différents exemples d'actions mémorielles observées à Orléans et mises en place ces dernières années dans le cadre d'un dispositif de rénovation urbaine.

Don Quijote, la télévision et le jardin : récits de vie et milieux de mémoire des Républicains Espagnols.

Scott Soo, University of Southampton

Cet article vise à démontrer les effets durables de l'exil à travers l'exploration de maisons de Républicains Espagnols dans le Sud-ouest de la France. Il placera les pratiques liées à la mémoire à l'intérieur de la maison en relation avec une topographie mémorielle de l'exile plus large, et montrera l'importance des « lieux de mémoire » comme concept permettant de comprendre les activités de mémoire des groupes minoritaires. La mise en lumière des relations homme-objet et des rituels quotidiens révèle la façon dont la culture matérielle et les espaces sociaux sont parvenus à représenter les synecdoques de l'exil et même dans certains cas une certaine expression de l'« hispanité ». Les entretiens d'histoire orale et les observations ethnographiques soulèvent des questions concernant le genre et les effets à long terme de la discrimination tout en démontrant aussi comment l'idée prédominante d'un retour à la maison en Espagne s'est peu à peu transformée en un retour de l'Espagne dans la maison.

Table ronde n°3 : Mémoires des migrations : effets de contextes, engagements institutionnels ?

Animée par Michel RAUTENBERG, Centre Max Weber, Université de Saint Etienne

Généalogie politique d'un projet culturel : la naissance d'un musée de l'immigration à Paris (1989-2007)

Marianne AMAR, Responsable de la recherche, Cité nationale de l'histoire de l'immigration

La naissance de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration en 2007 marque l'aboutissement d'un long processus, puisqu'il faut remonter à la fin des années 1980 pour voir émerger les premiers projets de lieux dédiés à l'histoire de l'immigration en France. Or, cette histoire ne se confond pas avec les seuls enjeux de patrimonialisation. Elle se situe à l'intersection de plusieurs politiques publiques et de leurs évolutions : politique de l'immigration, mais aussi de la culture, de la Ville et surtout une « politique du passé » dont nous analyserons la généalogie, les formes et les échelles (local / national).

La construction des politiques publiques ne peut, bien sûr, se penser qu'en interaction avec la demande sociale et ses mobilisations. Nous étudierons donc également le jeu de forces et d'influences entre associations, historiens et pouvoirs publics, qui a permis de fonder le traité mémoriel sur lequel repose la Cité, et d'en définir les



clauses. Il s'agira enfin de voir si l'immigration constitue un champ singulier ou si elle s'intègre dans un contexte plus large de redéfinition des rapports du pays à son passé.

Des actions mémorielles à la croisée des contextes local, national et du pays d'origine : le cas d'une fédération d'associations espagnoles en Seine Saint-Denis

Evelyne Ribert, IIAC/CEM, CNRS

On assiste depuis le début des années 1990 à la multiplication des initiatives visant à « recueillir » et valoriser les mémoires des migrations. Ces initiatives sont-elles liées à des territoires, aux lieux d'implantation des migrants, ou se développent-elles indépendamment d'un ancrage dans l'espace ? Quelle est l'influence des contextes locaux sur l'émergence de ces actions ? Dans cette communication sera étudié le cas d'une fédération d'associations espagnoles, à vocation nationale, dont le siège se trouve dans un ancien patronage espagnol en Seine Saint-Denis. Il ressort de l'enquête de terrain réalisée que si le contexte local, précisément la rénovation urbaine en cours, joue un grand rôle dans les actions mémorielles entreprises, qui visent notamment à ce que soit préservé le patronage, celles-ci répondent à un faisceau de préoccupations, parmi lesquelles le sentiment que le monde des immigrés espagnols est en train de disparaître. Le développement d'initiatives mémorielles au sein de cette fédération semble aussi très étroitement lié au mouvement dit de récupération de la mémoire historique, qui a émergé en Espagne au milieu des années 1990 et qui vise à réhabiliter les Républicains.

Table ronde n°4 : Co-produire la mémoire : quels réseaux d'acteurs ?

Animée par Julie GARNIER, MIGRINTER, Université de Poitiers

L'expérience du Centre Mémoires et Société de Villeurbanne

Xavier DE LA SELLE, Centre Mémoires et Société, Villeurbanne

Institution municipale chargée d'incarner une politique publique de la mémoire, le Rize est confronté au défi de travailler avec d'autres acteurs. Comment articuler le travail scientifique et la parole d'habitants ? Comment développer la participation des publics en amont des projets de médiation, au delà du simple collectage mémoriel ? A travers ses premiers projets et son expérience encore très jeune, le Rize explore et continue de chercher les voies d'une co-construction et du partage des mémoires migrantes.

Des acteurs en péril et une mémoire étouffée

Joëlle RICHARD et Gayé PETEK, anciennes responsables d'associations d'accompagnement des migrants

Joëlle RICHARD : L'ADAMIF n'a pas disparu de mort naturelle. Elle a été tuée

Basée dans le département du Loiret, exerçant ses activités depuis 1973, l'ADAMIF (Association Départementale pour l'Accompagnement des Migrants et de leur Famille) a appris brutalement, fin 2009, l'arrêt des subventions qui lui étaient versées. Comme d'autres associations, réalisant sur les territoires un immense travail auprès des migrants et de leur famille, elle a été contrainte du jour au lendemain de licencier ses salariés et de cesser ses activités. La brutalité avec laquelle des budgets ont été supprimés a été stupéfiante.

Si pendant des décennies l'Etat français a pu déléguer aux associations des missions de service public tout en leur conférant une certaine marge de manœuvre, aujourd'hui il souhaite en avoir davantage la maîtrise et ainsi mieux en contrôler les usagers.

Les raisons de la disparition de l'ADAMIF, dans un contexte de mise en concurrence et de marchés publics, sont éminemment politiques. L'Etat et ses représentants locaux ont décidé dorénavant de choisir les opérateurs sur lesquels ils peuvent exercer leur mainmise. Cette disparition brutale, et celles d'autres associations, se situe donc dans la démolition méthodique des organisations indépendantes qui accompagnent les étrangers dans leurs démarches et auxquelles ils peuvent faire confiance, notamment parce qu'elles respectent les principes de libre accès et de confidentialité. C'est en respectant ces valeurs que la construction d'une mémoire commune est possible.



Gayé PETEK : Une mémoire étouffée dans l'œuf de la politique

L'association ELELE avait fêté ses 25 ans en 2009 mais elle a dû déposer le bilan un an plus tard. Les recentrages des institutions relatives à la politique d'intégration, la diminution des aides publiques, une vision erronée de la culture de l'autre et de sa place dans le « vivre ensemble » ont conduit à son « suicide ». Il s'agissait de la seule association d'envergure et en capacité de travailler sur un engrangement de mémoire des turcs de France au-delà de toutes ses actions visant l'intégration, la réussite des jeunes et l'émancipation des femmes. Derrière sa disparition on doit poser quelques vraies questions qui ne sont pas que financières. Il s'agit bien plutôt de choix politiques de l'Etat : la disparition des « immigrés » dans les priorités de l'Etat au profit des primo-arrivants d'une part et des « habitants des quartiers dits sensibles » d'autre part. Et pourtant on ne cesse de dire que l'intégration est en panne. Il serait nécessaire d'ajouter le manque d'ambition pour la réussite des jeunes de double culture, le refus de voir les spécificités des populations et de les définir finement, le nivellement des associations par le bas, l'incapacité à comprendre que la culture de chacun est une « construction » et qu'elle ne souffre pas que l'on mette ses composantes en opposition. Construire une mémoire c'est un long chemin qui suppose enracinement, partage, inclusion mais aussi de la liberté et de l'égalité. Et c'est au prix de la fraternité qu'elle devient commune. Or, en conduisant Les associations laïques et républicaines à la disparition, on laisse le champ libre à tous les détracteurs du pacte républicain et on met à mal l'émergence d'une mémoire commune.

Table ronde n°5 : De la mémoire à la patrimonialisation des migrations

Animée par Alain BATTEGAY, LAMES, Aix en Provence et Centre Max Weber, Lyon-Saint Etienne

Mémoires et patrimoines de l'intime en diaspora

Véronique DASSIÉ, LAHIC, PARIS ET Marie-Blanche FOURCADE, UQAM

En diaspora, la transmission des mémoires et du patrimoine est à l'épreuve de nombreuses difficultés pour s'opérer de génération en génération. L'abandon et la destruction des biens personnels, les déplacements, les oublis voire les non-dits constituent quelques-unes des menaces qui pèsent sur l'héritage matériel et immatériel des familles. D'autres obstacles fragilisent davantage les actions menées en vue de sauvegarder et de valoriser ces petits patrimoines représentant l'histoire d'une communauté, de son installation à sa pleine inscription sur un territoire local. Il faut faire face, dans cette volonté de pérennisation collective, à la plurivocalité du groupe, aux tensions entre les représentations de l'origine et de l'exil, entre le regard des autres et l'image de soi, ainsi qu'aux questions institutionnelles et budgétaires.

Passant de l'intimité familiale à la sphère publique, les mémoires et les éléments du patrimoine se transforment et témoignent d'un projet identitaire atypique et passionnant. Dans le cadre de cette communication, nous proposons de poser des regards croisés sur deux communautés, la communauté ukrainienne de la région de Montargis en France et la communauté arménienne à Montréal et à Québec au Canada, afin de découvrir dans un dialogue transatlantique deux expériences diasporiques tant dans la constitution de leur patrimoine que dans leurs stratégies de préservation et de mise en valeur.

Nous verrons qu'en dépit de contextes géographiques et historiques différents, de nombreuses similitudes se dégagent, tant dans les types d'objets conservés dans l'espace domestique que dans la manière d'en faire une mémoire territorialisée de l'ancrage communautaire. Il nous sera possible, de la sorte, de saisir quelques enjeux incontournables de ces patrimonialisations en contexte de mobilité.

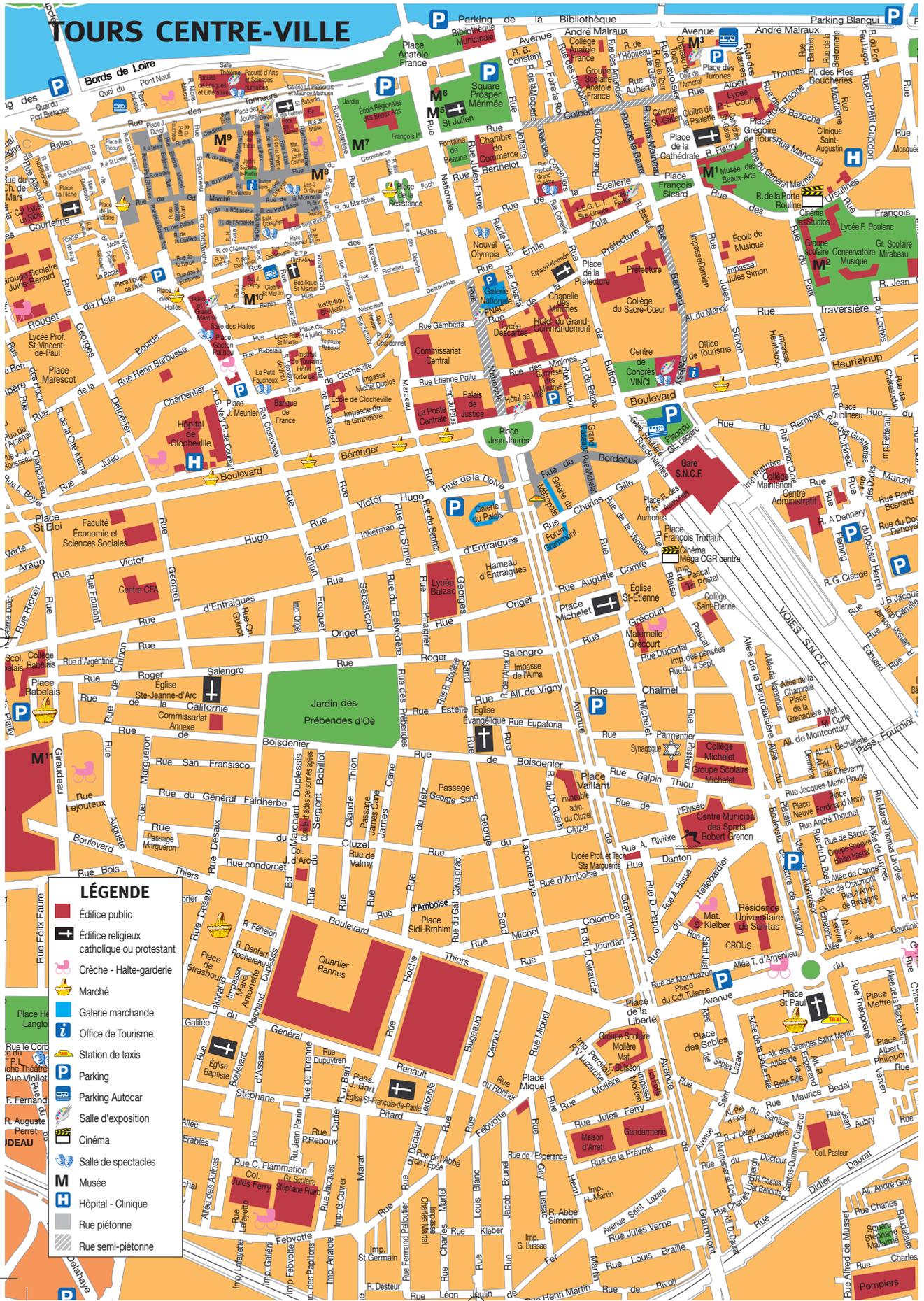
La religion : un vecteur de patrimonialisation des migrations ou de reconnaissance du patrimoine des migrants ?

Guillaume ETIENNE, UMR CITERES et Pôleth WADBLED, ODRIS, Mémoires plurielles en Région Centre

A partir de l'étude d'un petit pèlerinage aujourd'hui approprié par les Portugais, nous envisagerons comment la religion peut constituer un média de reconnaissance des migrations. En effet, la célébration du culte de Sainte-Solange dans le Cher est aujourd'hui intimement liée à la "communauté" portugaise. Loin d'être figée, cette "communauté" possède toutefois des contours labiles permettant de réduire la distance entre les différentes appartenances et de redéfinir les critères de l'altérité. Ensuite, nous montrerons comment, dès les années 1960, ces populations migrantes et particulièrement les migrants portugais, ont contribué à la patrimonialisation d'un culte jugé en déclin, voire en le sauvant d'une extinction annoncée, légitimant ainsi leur pleine participation à l'évènement.



TOURS CENTRE-VILLE



- LÉGENDE**
- Édifice public
 - Édifice religieux catholique ou protestant
 - Crèche - Halte-garderie
 - Marché
 - Galerie marchande
 - Office de Tourisme
 - Station de taxis
 - Parking
 - Parking Autocar
 - Salle d'exposition
 - Cinéma
 - Salle de spectacles
 - Musée
 - Hôpital - Clinique
 - Rue piétonne
 - Rue semi-piétonne

